

Présentation générale des sanctions imposées par les États-Unis à l'égard de l'Iran concernant des activités et des transactions de personnes et d'entités non américaines

Le présent document constitue un résumé des sanctions importantes prises par les États-Unis à l'égard de l'Iran et concernant des individus non-ressortissants des États-Unis et des entités non américaines. Il ne traite pas des interdictions frappant les transactions ou activités avec l'Iran par des personnes physiques ou morales des États-Unis (particuliers et entités), des personnes ou des entités étrangères appartenant à des personnes ou des entités des États-Unis ou sous le contrôle de ces dernières, ou les personnes ou entités relevant de la compétence des États-Unis ou s'engageant dans des transactions en relevant. Pour de plus amples informations sur les restrictions relatives à l'Iran concernant des personnes ou entités des États-Unis, des filiales étrangères de personnes morales des États-Unis et les transactions ayant un lien avec les États-Unis, et administrées par le département du Trésor, veuillez consulter : <http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/pages/iran.aspx> ainsi que la liste des ressortissants nationaux spécialement désignés à l'adresse suivante : <http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/SDN-List/Pages/default.aspx>.

Le présent document n'est pas exhaustif et ne saurait être utilisé de manière exclusive pour déterminer le caractère éventuellement punissable d'activités particulières au titre de la législation des États-Unis. Ce document est de nature purement explicative ; il n'a pas force de loi et ne constitue ni un supplément ni une modification des décrets (E.O), statuts ou règlements concernant l'Iran. De surcroît, les sanctions des États-Unis à l'égard de l'Iran font l'objet de mises à jour régulières. En cas de questions spécifiques concernant l'applicabilité, la portée, l'impact ou tout autre aspect de ces sanctions, il incombe aux particuliers ou entités en quête de directives de prendre connaissance des statuts, règlements et décrets applicables et, le cas échéant, de consulter un conseiller juridique.

Introduction

En réponse aux activités nucléaires illicites de l'Iran, du soutien apporté par le régime au terrorisme et de ses violations des droits de l'homme, les États-Unis et une vaste coalition de gouvernements ont imposé des sanctions sans précédent sur le pays. Agissant à travers le Conseil de sécurité de l'ONU et des autorités nationales, les États-Unis, ainsi que des États membres de l'Union européenne, le Japon, la République de Corée, le Canada, l'Australie, la Norvège, la Suisse et

d'autres pays ont mis en place des sanctions visant à imposer des conséquences sur les autorités iraniennes pour leur violation de leurs obligations internationales et à leur faire changer la direction dangereuse dans laquelle elles se sont engagées. Malgré leur portée étendue, ces sanctions ciblent le régime iranien et non les besoins élémentaires de la population iranienne. C'est la raison pour laquelle, les États-Unis, tant au plan juridique qu'au plan politique, s'efforcent de veiller à ce que les sanctions soient mises en œuvre et respectées de manière énergique tout en s'assurant que les transactions légitimes d'ordre humanitaire liées à l'exportation de produits agricoles, de denrées alimentaires, de médicaments et d'équipement médical à destination de l'Iran puissent se dérouler.

Le présent document décrit dans leurs grandes lignes les sanctions économiques imposées à l'heure actuelle par les États-Unis sur les activités de personnes et d'entités non américaines avec l'Iran. Certaines transactions avec l'Iran peuvent déboucher sur l'imposition de sanctions sur ces personnes ou entités au titre de la législation américaine. Par suite, les personnes et entités non américaines prennent des risques considérables lorsqu'ils prennent part à certaines transactions avec l'Iran, celles-ci étant susceptibles de déclencher d'éventuelles restrictions sur l'accès au marché commercial des États-Unis, aux programmes du gouvernement des États-Unis et/ou au système financier américain.

Les détails relatifs aux différentes sanctions figurent ci-dessous. La section II présente dans leurs grandes lignes les types de comportements passibles de sanctions en ce qui a trait à l'Iran. La section III décrit les sanctions susceptibles d'être appliquées à ces comportements punissables.

Note : l'applicabilité de certaines sanctions exige que le comportement soit effectué sciemment, un élément dont la définition est souvent décrite comme « savait ou aurait dû savoir » dans les règlements applicables. Il est donc nécessaire de consulter les textes juridiques et règlements d'exécution pertinents dans chaque cas afin de déterminer le degré requis de connaissance par les personnes concernées du caractère punissable de leur conduite avant qu'une sanction puisse leur être imposée.

Table des matières

Pour information seulement

<u>Section I</u> : Explication de certaines exceptions aux sanctions	4
---	---

<u>Section II</u> : Présentation générale des activités et transactions liées à l'Iran passibles de sanctions	
--	--

1. Mesures de caractère sectoriel	
a. Sanctions applicables au secteur de l'énergie.....	6
b. Sanctions applicables au secteur pétrochimique.....	9
c. Sanctions applicables aux opérateurs portuaires et aux secteurs du transport maritime et de la construction navale.....	10
d. Sanctions applicables aux activités de souscription, d'assurances et de réassurances.....	12
e. Sanctions applicables aux métaux précieux, aux métaux et aux autres matériaux industriels.....	14
f. Sanctions applicables au secteur de l'automobile.....	15
2. Mesures non liées à un secteur particulier	
a. Sanctions applicables aux violations des droits de l'homme et à l'abus de technologie.....	16
b. Sanctions applicables aux transactions avec certains individus ou certaines entités iraniens.....	18
c. Sanctions applicables aux institutions financières.....	20
d. Sanctions applicables à la prolifération.....	24
e. Sanctions applicables au terrorisme.....	26
f. Contournement des sanctions.....	27

<u>Section III</u> : Sanctions pouvant et/ou devant être imposées en cas de conduite punissable.....	28
---	----

<u>Section IV</u> : Statuts, décrets (E.O.) et règlements pertinents concernant les sanctions.....	30
---	----

<u>Section V</u> : Liste des sigles.....	33
---	----

Section I. Explication de certaines exceptions aux sanctions

Pour information seulement

Exceptions

Les sanctions américaines concernant l'Iran prévoient des dérogations et différentes exceptions applicables dans certaines circonstances. Par exemple, selon les circonstances, il existe des exceptions aux sanctions relatives à certaines transactions entreprises par des individus ou des entités dans des pays qui réduisent de manière significative leurs acquisitions de pétrole brut à l'Iran, les transactions d'ordre humanitaire, les transactions autrement punissables qui se produisent malgré l'exercice d'un devoir adéquat de diligence raisonnable, les transactions portant sur le gaz naturel et les transactions concernant le projet de gaz naturel du gisement de Shah Deniz. Pour des raisons de concision, ces grandes lignes ne décrivent pas toutes les exceptions possibles aux sanctions. Le lecteur devrait donc toujours consulter les autorités juridiques pertinentes pour déterminer quelle exception est éventuellement susceptible de s'appliquer.

Il existe toutefois deux catégories d'exceptions que nous souhaitons mettre en évidence de manière plus détaillée en raison de leur nature récurrente :

(1) Exceptions associées à « l'exception en raison de réduction significative » (« *significant reduction exception* ») de la Loi de finance relative au budget de défense nationale (*National Defense Authorization Act - NDAA 2012*) pour l'exercice 2012

La section 1245 de la NDAA 2012 fournit un cadre qui permet aux institutions financières étrangères de juridictions important du pétrole brut iranien de bénéficier temporairement d'exceptions aux sanctions lorsqu'elles s'engagent dans certaines transactions avec la Banque centrale de l'Iran (CBI) ou une banque désignée si lesdites juridictions réduisent de manière importante leurs acquisitions de pétrole brut iranien. Cette exemption aux sanctions, dite « exception en raison de réduction significative », est accordée par le secrétaire d'État, pour une durée de 180 jours, renouvelable si la juridiction concernée poursuit sa réduction significative de ses acquisitions de pétrole brut iranien ou procède à une cessation complète desdites acquisitions. Depuis l'adoption de la NDAA 2012, de nouvelles autorités chargées de sanctions ont, entre autres facteurs limitatifs, réduit l'application de l'exception en raison de réduction significative à des exemptions de sanctions applicables uniquement aux transactions portant sur l'exécution ou la facilitation de commerce bilatéral de biens ou de services entre le pays ayant reçu l'exception et l'Iran. Il existe un certain nombre de variantes à la portée de l'exception en raison de réduction significative et des exceptions y afférentes ; pour de plus amples informations sur le fonctionnement de ces exceptions sous

chaque autorité individuelle et sur la nature précise des activités et/ou des transactions pouvant faire l'objet d'exceptions, veuillez consulter le texte intégral des autorités juridiques pertinentes. Les individus et les entités relevant de la compétence principale des juridictions faisant l'objet d'une exemption au titre de la NDAA 2012 sont priés de noter qu'ils peuvent toujours être passibles de bon nombre des sanctions identifiées ci-dessous.

Pour de plus amples informations sur la mise en œuvre de la disposition de l'exception en raison de réduction significative applicable à la disposition portant sur le commerce bilatéral, veuillez consulter :

http://www.treasury.gov/resource-center/faqs/Sanctions/Pages/ques_index.aspx#tra_504

(2) Exceptions d'ordre humanitaire

De manière générale, les sanctions imposées par les États-Unis concernant l'Iran ne ciblent pas les transactions commerciales d'ordre humanitaire avec ce pays. Les États-Unis et leurs partenaires internationaux ont pris des mesures pour s'assurer que les sanctions frappant l'Iran n'interdisent pas la fourniture d'une assistance humanitaire et les exportations de biens de nature humanitaire à l'Iran. En vue de promouvoir ces efforts, la plupart des dispositions concernant des sanctions inclut une exception autorisant la vente de produits agricoles, de denrées alimentaires, de médicaments ou d'équipement médical à l'Iran ou la fourniture d'une assistance humanitaire à la population iranienne tant que ces transactions n'impliquent pas une entité désignée ou toute autre conduite interdite par ailleurs. Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de ces exceptions sous chaque autorité individuelle et sur la nature précise des activités et/ou des transactions pouvant faire l'objet d'exceptions, veuillez consulter le texte intégral des autorités juridiques pertinentes.

Pour de plus amples informations sur l'assistance humanitaire et les exportations y afférentes à destination de la population iranienne, veuillez consulter :

http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Documents/hum_exp_iran.pdf

Section II : Présentation générale des activités et transactions liées à l'Iran passibles de sanctions

Pour information seulement

Note : Attention - certains individus et/ou entités peuvent être identifiés en relation avec une conduite passible de sanction en vertu de plus d'une section du présent document. Par ailleurs, un grand nombre des sanctions décrites peuvent se recouper à différents degrés. Le lecteur est encouragé à prendre connaissance du document dans son intégralité et à se familiariser avec les deux catégories d'exceptions aux sanctions indiquées à la section I.

1. Mesures de caractère sectoriel

a. Sanctions applicables au secteur de l'énergie

(i) La législation des États-Unis prévoit des sanctions à l'encontre des individus ou des entités :

- Dont il est déterminé qu'ils font partie du secteur iranien de l'énergie (*Section 1244(c) de la loi sur la liberté et la lutte contre la prolifération en Iran [Freedom and Counterproliferation Act – IFCA] ; **sanctions bloquantes***)

(ii) La législation des États-Unis rend également passibles de sanctions les relations avec certaines catégories d'individus ou d'entités liées au secteur iranien de l'énergie, telles que celles décrites ci-dessous. Suivant la disposition réglementaire ou exécutive concernée, les relations passibles de sanctions peuvent inclure la fourniture d'un certain soutien, ou de biens ou services à l'appui d'une activité particulière, ou de toute activité ou transaction effectuée au nom des catégories d'individus ou d'entités suivants ou pour leur bénéfice :

- Les individus ou les entités dont il est déterminé qu'ils font partie du secteur iranien de l'énergie (*section 1244(c) de l'IFCA ; **sanctions bloquantes***) ou qui fournissent des biens ou des services substantiels qui sont utilisés dans le contexte du secteur iranien de l'énergie (*section 1244(d) de l'IFCA | **Sanctions de la loi sur les sanctions contre l'Iran (Iran Sanctions Act - - ISA)***)
- La compagnie pétrolière iranienne nationale (NIOC) (*section 5 du décret E.O. 13622 ; **sanctions bloquantes** | section 212 de la loi sur la réduction de la menace iranienne et les droits de l'homme en Syrie (Threat Reduction and Syria Human Rights Act - TRA) de 2012 ; **sanctions de l'ISA** | section 1244 (c) de l'IFCA ; **sanctions bloquantes** | section 1244(d) de l'IFCA ; **sanctions de l'ISA** | sections 302 de la TRA ;*

Section II : Présentation générale des activités et transactions liées à l'Iran passibles de sanctions– suite

Pour information seulement

sanctions de l'ISA et, le cas échéant, sanctions bloquantes | décret E.O 13382 ; sanctions bloquantes)

- La Société iranienne de transport du pétrole (NITC) (*section 212 de la TRA ; sanctions ISA | section 1244(c) de l'IFCA ; sanctions bloquantes | section 1244(d) de l'IFCA ; sanctions de l'ISA*)
- La Naftiran Intertrade Company (NICO) (*section 5 du décret E.O. 13622 ; sanctions bloquantes | décret E.O 13382 ; sanctions bloquantes*)

(iii) La législation des États-Unis rend passibles de sanctions certaines activités liées au secteur iranien de l'énergie, que cette activité soit réalisée ou non avec une personne ou une entité faisant spécifiquement l'objet de sanctions. Ces activités incluent notamment :

- La participation à des transactions importantes portant sur l'achat, l'acquisition, la vente, le transport ou la commercialisation de pétrole ou de produits pétroliers¹ d'Iran (*section 2 du décret E.O. 13622, tel qu'amendé par les décrets E.O. 13628 et E.O. 13645 ; sanctions de l'ISA*)
- La vente ou la fourniture de produits pétroliers raffinés à l'Iran au-delà de certains seuils monétaires² (*section 5(a)(3) de l'ISA, telle qu'amendée par la section 102 de la Loi générale sur la responsabilité, le désengagement et les sanctions contre l'Iran - CISADA (Comprehensive Iran Sanctions, Accountability, and Divestment Act) de 2010 ; sanctions de l'ISA*)
- La vente, le leasing ou la fourniture à l'Iran de soutien, de biens, de services, de technologie (et parfois d'informations) au-delà de certains seuils

¹ Le terme « produits pétroliers » englobe les pétroles non finis, les gaz de pétrole liquéfiés, les pentanes plus, l'essence d'aviation, l'essence à moteur, le carburacteur de type naphtha, le carburacteur de type kérosène, le kérosène, le mazout léger, le mazout lourd, les matières premières pétrochimiques, les naphthas spéciaux, les lubrifiants, les paraffines, le coke de pétrole, l'asphalte, le bitume routier, les gaz de distillation, et autres produits divers obtenus par traitement du pétrole brut (y compris les condensats de concession), du gaz naturel et d'autres composés hydrocarbures. Ce terme ne recouvre pas le gaz naturel, le gaz naturel liquéfié, les biocombustibles, le méthanol et d'autres combustibles non pétroliers. Voir <https://www.federalregister.gov/articles/2012/11/13/2012-27642/departement-of-state-state-department-sanctions-information-and-guidance#h-7> pour davantage d'information sur les produits pétroliers au titre du décret E.O. 13622.

² Au moins 1 million de dollars É.U. pour une seule transaction ou 5 millions de dollars É.U. sur une période de 12 mois.

Section II : Présentation générale des activités et transactions liées à l'Iran passibles de sanctions– suite

Pour information seulement

monétaires³ susceptibles de contribuer de manière directe et importante à l'aptitude de l'Iran à :

- Importer des produits pétroliers raffinés (*section 5(a)(3) de l'ISA, telle qu'amendée par la section 102 de la CISADA ; **sanctions de l'ISA***)
- Développer des ressources pétrolières basées en Iran⁴ (*section 5(a)(5) de l'ISA, telle qu'amendée par la section 201 de la TRA ; **sanctions de l'ISA***)
- Maintenir ou élargir sa production intérieure de produits pétroliers raffinés, y compris une gamme d'activités associées aux raffineries de pétrole ou à la livraison de produits pétroliers raffinés (*section 5(a)(5) de l'ISA, telle qu'amendée par la section 201 de la TRA ; **sanctions de l'ISA***)
- Un investissement ou une combinaison d'investissements au-delà de certains seuils monétaires⁵ contribuant de manière directe et substantielle à la capacité de l'Iran de développer des ressources pétrolières (*section 5(a)(1) de l'ISA ; **sanctions de l'ISA***)
- La participation à une coentreprise en vue de développer des ressources pétrolières en dehors de l'Iran ci cette coentreprise est établie le 1^{er} janvier 2002 ou après cette date, et soit le Gouvernement de l'Iran (GOI) est un partenaire ou un investisseur important, soit l'Iran pourrait recevoir des connaissances ou des équipements technologiques de la coentreprise auxquels l'Iran n'aurait pas eu accès auparavant et qui pourraient renforcer de manière directe et significative son aptitude à développer ses ressources pétrolières en Iran (*section 5(a)(4) de l'ISA, telle qu'amendée par la section 201 de la TRA ; **sanctions de l'ISA***)

³ Au moins 1 million de dollars É.U. pour une seule transaction ou 5 millions de dollars É.U. sur une période de 12 mois.

⁴ L'expression « ressources pétrolières » englobe le pétrole, les produits pétroliers raffinés, l'huile ou le gaz naturel liquéfié, les ressources en gaz naturel, les pétroliers ou les méthaniers, et les produits utilisés pour la construction ou l'entretien des oléoducs et des gazoducs. Voir la section 14 de l'ISA.

⁵ Au moins 20 millions de dollars É.U. pour une seule transaction ou 20 millions de dollars É.U. sur une période de 12 mois combinant des transactions d'au moins 5 millions de dollars É. U. chacune.

Section II : Présentation générale des activités et transactions liées à l'Iran passibles de sanctions– suite

Pour information seulement

- La vente, la fourniture ou le transfert, de manière directe ou indirecte, à l'Iran ou de l'Iran, de certains matériaux (par ex., le graphite, les métaux bruts ou semi-finis tels l'aluminium et l'acier, le charbon, ou les logiciels d'intégration des processus industriels) pour leur utilisation en connexion avec le secteur iranien de l'énergie (*section 1245(a) de l'IFCA ; sanctions de l'ISA*)

Outre les sanctions indiquées dans la présente section (a) qui s'appliquent au secteur de l'énergie, il existe également des sanctions applicables aux institutions financières étrangères (IFE) menant à bien ou facilitant certaines transactions financières impliquant le secteur de l'énergie, conformément aux indications plus détaillées figurant à la section II.2(c) ci-dessous.

b. Sanctions applicables au secteur pétrochimique

Aux termes de la législation des États-Unis, les activités ci-après sont passibles de sanctions :

- La participation à des transactions importantes pour l'achat, l'acquisition, la vente, le transport ou la commercialisation de produits pétrochimiques⁶ iraniens (*section 2 du décret E.O. 13622, tel qu'amendé par les décrets E.O. 13628 et E.O. 13645 ; sanctions de l'ISA*)
- La vente, le leasing ou la fourniture de services de soutien, de biens, de technologie ou de services au-delà de certains seuils monétaires⁷ susceptibles de contribuer de manière directe et substantielle au maintien ou à l'expansion de la production intérieure iranienne de produits pétrochimiques (*section 5(a)(6) de l'ISA, telle qu'amendée par la section 201 de la TRA ; sanctions de l'ISA | section 1 du décret E.O. 13590 ; sanctions de type ISA*)

⁶ L'expression « produits pétrochimiques » englobe tous les hydrocarbures aromatiques, les oléfines et les gaz de synthèse, ainsi que tous leurs dérivés, dont l'éthylène, le propylène, le butadiène, le benzène, le toluène, le xylène, l'ammoniac, le méthanol et l'urée. Voir <https://www.federalregister.gov/articles/2012/11/13/2012-27642/departement-of-state-state-department-sanctions-information-and-guidance#h-7> pour de plus amples informations sur les produits pétrochimiques relevant de ces autorités.

⁷ Au moins 250 000 dollars É.U pour une seule transaction ou 1 million de dollars É.U. sur une période de 12 mois.

Section II : Présentation générale des activités et transactions liées à l'Iran passibles de sanctions– suite

Pour information seulement

Outre les sanctions indiquées dans la présente section (b) qui s'appliquent au secteur pétrochimique iranien, il existe également des sanctions applicables aux institutions financières étrangères (IFE) menant à bien ou facilitant certaines transactions financières concernant le secteur pétrochimique, conformément aux indications plus détaillées figurant à la section II.2(c) ci-dessous.

c. Sanctions applicables aux opérateurs portuaires et aux secteurs du transport maritime et de la construction navale

(i) Aux termes de la législation des États-Unis, sont passibles de sanctions les individus ou les entités :

- Dont il est établi qu'ils appartiennent aux secteurs du transport maritime ou de la construction navale de l'Iran (*section 1244(c) de l'IFCA ; sanctions bloquantes*)
- Dont il est établi qu'ils opèrent un port en Iran (*section 1244(c) de l'IFCA ; sanctions bloquantes*)

(ii) Par ailleurs, la législation des États-Unis rend également passibles de sanctions les transactions avec certaines catégories d'individus ou d'entités, telles que celles décrites ci-dessus. Selon la disposition réglementaire ou de décret concernée, ces transactions passibles de sanctions peuvent inclure la fourniture d'un certain soutien ou de biens ou services à l'appui d'une activité particulière, ou toute activité ou transaction effectuée au nom de ces catégories d'individus ou d'entités ou pour le compte de celles-ci.

- Les individus ou les entités dont il est déterminé qu'ils travaillent dans les secteurs maritime ou de la construction navale de l'Iran (*section 1244(c) de l'IFCA ; sanctions bloquantes*) ou qu'ils fournissent des biens ou des services importants qui sont utilisés en connexion avec le secteur maritime et le secteur de la construction navale de l'Iran (*section 1244(d) de l'IFCA | sanctions prévues au titre de la Loi sur les sanctions à l'égard de l'Iran (Iran Sanctions Act - ISA)*)

Section II : Présentation générale des activités et transactions liées à l'Iran passibles de sanctions– suite

Pour information seulement

- La Compagnie de transport maritime de la République islamique d'Iran (IRISL) (*décret E.O. 13382 ; sanctions bloquantes ; section 1244(c) de l'IFCA ; sanctions bloquantes | section 1244(d) de l'IFCA ; sanctions de l'ISA*)
- La Société nationale iranienne de transport de pétrole (NITC) (*section 212 de la TRA ; sanctions de l'ISA | section 1244(c) de l'IFCA ; sanctions bloquantes | section 1244(d) de l'IFCA ; sanctions de l'ISA*)
- La South Shipping Line (*décret E.O. 13382 ; sanctions bloquantes | section 1244(c) de l'IFCA ; sanctions bloquantes | section 1244(d) de l'IFCA ; sanctions de l'ISA*)
- Les individus ou les entités dont il est établi qu'ils opèrent un port en Iran (*section 1244(c) de l'IFCA ; sanctions bloquantes*)
- La Tidewater Middle East Co. (*décret E.O. 13382 ; sanctions bloquantes ; section 1244(c) de l'IFCA ; sanctions bloquantes*)

(iii) Aux termes de la législation des États-Unis, les activités ci-après sont passibles de sanctions :

- La propriété, l'exploitation ou le contrôle d'un navire (y inclus les propriétaires bénéficiaires majoritaires) :
 - Utilisé pour le transport de pétrole brut en provenance de l'Iran à destination d'un autre pays (*section 5(a)(7) de l'ISA, telle qu'amendée par la section 202 de la TRA ; sanctions de l'ISA*)
 - Utilisé d'une manière qui dissimule la provenance iranienne de pétrole brut ou de produits de pétrole raffiné transportés à bord du navire, y compris en permettant à l'exploitant du navire de suspendre le fonctionnement du dispositif de repérage du navire ou de dissimuler la propriété, l'exploitation ou le contrôle du navire par le GOI, la NITC, l'IRISL, ou toute entité leur appartenant ou relevant de leur contrôle (*section 5(a)(8) de l'ISA, telle qu'amendée par la section 202 de la TRA ; sanctions de l'ISA*)
- La vente, le leasing, ou la fourniture d'un navire ou de tout autre service de transport maritime pour le transport de biens en provenance ou à destination de l'Iran susceptibles de contribuer de manière substantielle aux activités du

Section II : Présentation générale des activités et transactions liées à l’Iran passibles de sanctions– suite

Pour information seulement

GOI dans le contexte de la prolifération des armes de destruction massive ou du soutien à des attentats terroristes internationaux, y incluses les entités appartenant à de tels individus ou entités ou contrôlées par ces derniers, les individus ou les entités qui possèdent ou contrôlent une personne morale sous le coup de sanctions, et les entités remplaçantes (*section 211 de la TRA ; sanctions bloquantes*)

- La vente, la fourniture ou le transfert, de manière directe ou indirecte, à l’Iran ou de l’Iran, de certains matériaux (par ex., le graphite, les métaux bruts ou semi-finis tels l’aluminium et l’acier, le charbon, ou les logiciels d’intégration des processus industriels) pour leur utilisation en connexion avec les secteurs iraniens du transport maritime ou de la construction navale (*section 1245(a) de l’IFCA ; sanctions de l’ISA*)

Outre les sanctions indiquées dans la présente section (c) qui s’appliquent aux opérateurs portuaires en Iran et aux secteurs iraniens du transport maritime et de la construction navale, il existe également des sanctions applicables aux institutions financières étrangères (IFE) menant à bien ou facilitant certaines transactions financières concernant les secteurs du transport maritime et de la construction navale, conformément aux indications plus détaillées figurant à la section II.2(c) ci-dessous.

d. Sanctions applicables aux activités de souscription, d’assurances et de réassurances⁸

Aux termes de la législation des États-Unis, les activités ci-après sont passibles de sanctions :

- La fourniture de services de souscription, d’assurances ou de réassurances pour toutes les activités liées à l’Iran pour lesquelles des sanctions ont été imposées en vertu de quelque disposition que ce soit de la législation des États-Unis relatives à l’imposition de sanctions concernant l’Iran (*section 1246(a) de l’IFCA ; sanctions de l’ISA*)

⁸ Les dispositions concernant les assurances identifiées à la **section II** peuvent contenir des exceptions liées au devoir de diligence. Veuillez vous référer aux autorités pertinentes pour obtenir des informations supplémentaires.

Section II : Présentation générale des activités et transactions liées à l'Iran passibles de sanctions– suite

Pour information seulement

- La fourniture de services de souscription, d'assurances ou de réassurances à ou pour tout individu ou entité :
 - En ce qui a trait à toute activité dans les secteurs de l'énergie, du transport maritime ou de la construction navale de l'Iran pour laquelle des sanctions sont imposées au titre de l'IFCA, ou au bénéfice d'une telle activité (*section 1246(a) de l'IFCA ; sanctions de l'ISA*)
 - En ce qui a trait à la vente, la fourniture ou le transfert, à l'Iran ou de l'Iran, de certains matériaux (par ex., le graphite, les métaux bruts ou semi-finis tels l'aluminium et l'acier, le charbon, ou les logiciels d'intégration des processus industriels) passibles de sanctions au titre de l'IFCA (*section 1246(a) de l'IFCA ; sanctions de l'ISA*)
 - Qui relèvent de sanctions liées à la prolifération par l'Iran d'armes de destruction massive ou de leurs vecteurs, ou au soutien fourni par l'Iran au terrorisme international (*section 1246(a) de l'IFCA ; sanctions de l'ISA*)
- La fourniture de services de souscription, d'assurances ou de réassurances à ou pour tout individu ou entité de l'Iran inclus sur la Liste SDN (Liste des ressortissants nationaux spécialement désignés et des personnes et entités bloquées - Specially Designated Nationals and Blocked Persons List) tenue par l'Office chargé du contrôle des avoirs étrangers (Office of Foreign Assets Control) (exception faite de certaines institutions financières iraniennes) (*section 1246(a) de l'IFCA ; sanctions de l'ISA*)
- La fourniture de services de souscription, d'assurances ou de réassurances pour la NIOC, la NITC, ou une entité remplaçante de l'une ou l'autre de ces sociétés (*section 212 de la TRA ; sanctions de l'ISA*)
- L'assurance d'un navire utilisé pour le transport de pétrole brut en provenance de l'Iran à destination d'un autre pays (*section 5(a)(7) de l'ISA, telle qu'amendée par la section 202 de la TRA ; sanctions de l'ISA*)

Section II : Présentation générale des activités et transactions liées à l'Iran passibles de sanctions– suite

Pour information seulement

- La fourniture de services de souscription, d'assurances ou de réassurances pour le transport vers l'Iran ou en provenance de l'Iran de biens susceptibles de contribuer matériellement aux activités du GOI relatives à la prolifération des armes de destruction massive ou au soutien à des actes de terrorisme international, y compris l'application de sanctions aux entités appartenant à la personne ou l'entité sous l'effet de sanction ou contrôlées par ladite personne ou entité, aux individus ou entités possédant ou contrôlant la personne ou l'entité sanctionnée, et aux entités remplaçantes (*section 211 de la TRA ; sanctions bloquantes | décret E.O. 13382 ; sanctions bloquantes | décret E.O. 13224 ; sanctions bloquantes*)

e. Sanctions applicables aux métaux précieux, aux métaux et aux autres matériaux industriels

Aux termes de la législation des États-Unis, les activités ci-après sont passibles de sanctions :

- La fourniture d'une assistance matérielle, le parrainage ou la fourniture d'un soutien financier, matériel, ou technologique pour l'achat ou l'acquisition de billets de banque des États-Unis ou de métaux précieux par le GOI, ou de biens ou services à l'appui d'un tel achat ou d'une telle acquisition (*section 5 du décret E.O. 13622 ; sanctions bloquantes*)
- La vente, la fourniture ou le transfert, de manière directe ou indirecte, de tout métal précieux à destination ou en provenance de l'Iran (*section 1245(a) de l'IFCA ; sanctions de l'ISA*)
- La vente, la fourniture ou le transfert, de manière directe ou indirecte, à l'Iran ou de l'Iran, de certains matériaux (par ex., le graphite, les métaux bruts ou semi-finis tels l'aluminium et l'acier, le charbon, ou les logiciels d'intégration des processus industriels) s'il est établi que ces matériaux :
 - Seront inscrits sur la liste de actifs du GOI pour inclusion au bilan national de l'Iran (*section 1245(a) de l'IFCA ; sanctions de l'ISA*)
 - Seront utilisés par l'Iran dans le cadre d'opérations de troc, de troc financier, ou de toute autre opération d'échange ou transaction (*section 1245(a) de l'IFCA ; sanctions de l'ISA*)

Section II : Présentation générale des activités et transactions liées à l'Iran passibles de sanctions– suite

Pour information seulement

- Seront vendus, fournis ou transférés à un ressortissant ou une entité iranien inscrit sur la liste SDN ou par une telle personne ou entité (à l'exception de certaines institutions financières iraniennes) (*section 1245(a) de l'IFCA ; sanctions de l'ISA*)
- Seront utilisés en connexion avec les secteurs iraniens de l'énergie, du transport maritime ou de la construction navale (*section 1245(a) de l'IFCA ; sanctions de l'ISA*)
- Seront utilisés en connexion avec l'un quelconque des secteurs de l'économie iranienne dont il est établi qu'il relève du contrôle direct ou indirect du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) ; ou en connexion avec les programmes nucléaires, militaires ou de missiles balistiques de l'Iran (*section 1245(a) de l'IFCA ; sanctions de l'ISA*)

Outre les sanctions indiquées dans la présente section (e) qui s'appliquent au métaux précieux, métaux et autres matériaux industriels, il existe également des sanctions applicables aux institutions financières étrangères (IFE) menant à bien ou facilitant certaines transactions financières concernant la vente ou le transfert en provenance ou à destination de l'Iran de métaux précieux, métaux et autres matériaux industriels, conformément aux indications plus détaillées figurant à la section II.2(c) ci-dessous.

f. Sanctions applicables au secteur iranien de l'automobile

Aux termes de la législation des États-Unis, les activités ci-après sont passibles de sanctions :

- Toute transaction importante portant sur la vente, la fourniture ou le transfert à l'Iran de biens ou services substantiels utilisés en connexion avec le secteur automobile iranien (*section 5 du décret E.O. 13645 ; sanctions de l'ISA*)

Outre les sanctions indiquées dans la présente section (f) qui s'appliquent au secteur automobile iranien, il existe également des sanctions applicables aux institutions financières étrangères (IFE) menant à bien ou facilitant certaines

Section II : Présentation générale des activités et transactions liées à l'Iran passibles de sanctions– suite

Pour information seulement

transactions financières concernant la vente ou le transfert à l'Iran de biens ou de services substantiels devant être utilisés en connexion avec le secteur automobile iranien, conformément aux indications plus détaillées figurant à la section II.2(c) ci-dessous.

2. Mesures non liées à un secteur particulier

a. Sanctions applicables aux violations des droits de l'homme et à l'utilisation abusive de technologie

- (i) Aux termes de la législation des États-Unis, sont passibles de sanctions les individus ou les entités :
 - Dont il est établi qu'ils sont des responsables du GOI, ou qu'il agissent pour le compte du GOI, qui sont responsables ou complices de la commission de graves violations des droits de l'homme à l'encontre de personnes en Iran, de ressortissants iraniens, ou de membres de leurs familles, ou qui ont ordonné, contrôlé ou autrement dirigé de telles violations, que ces dernières aient été commises sur le territoire iranien ou non (*section 1 du décret E.O. 13553 ; sanctions bloquantes et interdiction de visa | section 105 de la CISADA ; sanctions bloquantes et interdiction de visa*)
- (ii) Aux termes de la législation des États-Unis, les activités ci-après sont passibles de sanctions :
 - Le transfert ou la facilitation du transfert de certains biens ou de certaines technologies (y incluses les technologies sensibles)⁹, ou services liés auxdits biens ou auxdites technologies, à l'Iran, à des entités organisées en vertu de la législation iranienne ou relevant de la compétence de l'Iran, ou à tout ressortissant iranien, qui sont susceptibles d'être utilisés par le GOI, ses agences, instrumentalités, ou des personnes agissant en leur nom, pour la commission de graves violations des droits de l'homme à l'encontre de la population iranienne (*section 2 du décret E.O. 13628 ; sanctions bloquantes et*

⁹ Pour de plus amples informations sur les « technologies sensibles », veuillez consulter : <http://www.state.gov/e/eb/tfs/spi/iran/fs/200316.htm>

Section II : Présentation générale des activités et transactions liées à l'Iran passibles de sanctions– suite

Pour information seulement

interdiction de visa | *section 105A de la CISADA , telle qu'ajoutée par la section 402 de la TRA ; **sanctions bloquantes et interdiction de visa***)

- La corruption ou autres activités liées au détournement de biens, notamment les produits agricoles, les denrées alimentaires, les médicaments et appareils médicaux, destinés à la population iranienne ou le détournement des produits de la vente ou de la revente de tels biens (*section 8 du décret E.O 13645 ; **sanctions bloquantes et interdiction de visa** | section 105C de la CISADA, telle qu'ajoutée par la section 1249 de l'IFCA ; **sanctions bloquantes et interdiction de visa***)
- La censure ou autres activités concernant l'Iran qui interdisent, limitent ou pénalisent la liberté d'expression ou d'assemblée de citoyens iraniens, ou limitent l'accès à la presse écrite ou aux émissions de radio et de télévision, y compris la facilitation des efforts du GOI pour brouiller les signaux satellitaires internationaux (*section 3 du décret E.O. 13628 ; **sanctions bloquantes et interdiction de visa** | section 105B de la CISADA, telle qu'ajoutée par la section 403 de la TRA; **sanctions bloquantes et interdiction de visa***)
- Les opérations ou la direction d'opérations de technologie de l'information et de la communication facilitant la perturbation des ordinateurs ou des réseaux, leur surveillance ou leur repérage qui sont susceptibles d'aider ou de permettre la commission de violations graves des droits de l'homme par le GOI ou pour le compte de ce dernier (*section 1 du décret E.O. 13606 ; **sanctions bloquantes et interdiction de visa***)
- La vente, le leasing, ou la fourniture sous toute autre forme, de manière directe ou indirecte, de biens, de services ou de technologie à l'Iran qui soient susceptibles d'être employés pour faciliter la perturbation des ordinateurs ou des réseaux, leur surveillance ou leur repérage qui sont susceptibles d'aider ou de faciliter la commission de violations graves des droits de l'homme par le GOI ou pour le compte de ce dernier (*section 1 du décret E.O. 13606 ; **sanctions bloquantes et interdiction de visa***)

Outre les sanctions indiquées dans la présente section (a), il existe également des sanctions applicables aux institutions financières étrangères (IFE) menant à bien ou facilitant certaines transactions financières impliquant certaines activités, certaines personnes ou certaines entités décrites à ladite section (a), conformément aux indications plus détaillées figurant à la section II.2(c) ci-dessous.

Section II : Présentation générale des activités et transactions liées à l'Iran passibles de sanctions– suite

Pour information seulement

Note : Bon nombre des décrets mentionnés plus haut autorisent également l'imposition de sanctions (1) sur les personnes ou les entités qui fournissent un soutien matériel, ou des biens ou des services à l'appui d'activités sanctionnées ou de personnes ou entités faisant l'objet de sanctions au titre de ces autorités, et (2) sur les entités appartenant à, contrôlées par, ou ayant agi ou déclaré agir, directement ou indirectement, pour ou pour le compte d'activités sanctionnées en vertu desdites autorités. Pour de plus amples informations, veuillez vous référer au décret E.O. concerné de manière spécifique.

b. Sanctions applicables aux transactions avec certains individus ou entités

Aux termes de la législation des États-Unis, sont passibles de sanctions les transactions avec certaines catégories d'individus ou d'entités telles que celles décrites ci-dessous. Selon la disposition réglementaire ou de décret (E.O.) concernée, les transactions passibles de sanctions peuvent englober la fourniture d'un soutien substantiel ou matériel à l'activité ou la transaction sanctionnée ou aux personnes ou entités faisant l'objet de sanctions au titre d'une autorité particulière, ou la fourniture de biens ou de services à l'appui desdites activités ou transactions aux personnes et entités suivantes :

- Toute personne ou entité iranienne inscrite sur la liste SDN¹⁰ ou toute autre personne incluse sur la liste SDN et bloquée en vertu des dispositions du décret E.O. 13599 ou de la section 2(a)(i) du décret E.O. 13645, exception faite de certaines institutions iraniennes de dépôt (*section 1244(c) de l'IFCA*) **sanctions bloquantes** | *section 2 du décret E.O. 13645 ; sanctions bloquantes*)
- Le CGRI ou ses représentants officiels, agents ou affiliés dont les avoirs et la participation à des avoirs sont bloqués conformément aux dispositions de la

¹⁰ Pour de plus amples informations sur la liste SDN, y compris la version la plus à jour de cette liste, veuillez consulter :

<http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/SDN-List/Pages/default.aspx>

Section II : Présentation générale des activités et transactions liées à l'Iran passibles de sanctions– suite

Pour information seulement

Loi sur les pouvoirs économiques en cas d'urgence internationale (IEEPA)¹¹
(section 302 de la TRA ; **sanctions de l'ISA et éventuellement sanctions bloquantes**)

- Les individus ou les entités faisant l'objet de sanctions financières en vertu des dispositions des Résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU (UNSCR) concernant l'Iran ou les individus ou les entités agissant au nom de ces individus ou entités, sur ordre de ces individus ou entités ou qui appartiennent ou sont contrôlés par ces individus ou entités (section 302 de la TRA ; **sanctions de l'ISA et éventuellement sanctions bloquantes**)
- La BCI (section 5 du décret E.O. 13622 ; **sanctions bloquantes**)
- Avec la NIOC ou la NICO (section 5 du décret E.O. 13622 ; **sanctions bloquantes** | section 1244(c) de l'IFCA ; **sanctions bloquantes** | section 1244(d) de l'IFCA, **sanctions de l'ISA** | section 302 de la TRA ; **sanctions de l'ISA et éventuellement sanctions bloquantes**)

Aux termes de la législation des États-Unis, les activités ci-après sont également passibles de sanctions :

- Appartenir directement ou indirectement au GOI, y incluse la BCI ou toute autre institution financière iranienne, ou se trouver sous le contrôle ou agir ou prétendre agir, directement ou indirectement, pour le GOI, y incluse la BCI ou toute autre institution financière iranienne (section 1 du décret E.O. 13599 ; **sanctions bloquantes**)
- Acquérir, souscrire à ou faciliter l'émission de dette souveraine du GOI, y inclus des obligations gouvernementales, ou de dette de toute entité appartenant au GOI ou sous le contrôle de ce dernier, y incluses les obligations (section 213 de la TRA ; **sanctions de l'ISA**)

¹¹ Veuillez noter que la Force al-Qods du CGRI a été désignée organisation terroriste mondiale spécialement désignée au titre du décret E.O. 13224 et, par voie de conséquence, les transactions impliquant la Force al-Qods du CGRI sont passibles de sanctions supplémentaires au titre d'autres législations ou autorités (par ex. le décret E.O. 13224).

Section II : Présentation générale des activités et transactions liées à l'Iran passibles de sanctions– suite

Pour information seulement

- Participer à l'achat ou l'acquisition de billets de banque des États-Unis ou de métaux précieux par le GOI (*décret E.O. 13622 ; sanctions bloquantes*)

Outre les sanctions indiquées dans la présente section (b), il existe également des sanctions applicables aux institutions financières étrangères (IFE) menant à bien ou facilitant certaines transactions financières impliquant certaines activités, certaines personnes ou certaines entités décrites à ladite section (b), conformément aux indications plus détaillées figurant à la section II.2(c) ci-dessous.

c. Sanctions applicables aux institutions financières

Les sanctions dont sont passibles les IFE sont de mesures d'ordre général qui englobent des entités non américaines parmi lesquelles les institutions de dépôt, les banques (banques centrales étrangères incluses), les entreprises de services monétaires, les sociétés fiduciaires, les courtiers et négociants en valeurs immobilières, les bourses de marchandises, les chambres de compensation, les sociétés d'investissement, les régimes de prestations aux employés, les courtiers en métaux précieux, pierres précieuses ou bijoux, et les sociétés de portefeuille, et les filiales ou les succursales de l'une quelconque de ces entités.

Les sanctions financières sont stipulées par des textes législatifs, dont la CISADA, la NDAA 2012, la TRA et l'IFCA, des décrets (E.O.) et des règlements d'exécution. Selon l'autorité concernée, les sanctions financières potentielles incluent des sanctions frappant les comptes de correspondants ou les comptes de transit des IFR détenus aux États-Unis et, au titre de certaines autorités, des sanctions « bloquantes ».

Aux termes de la législation des États-Unis, sont passibles de sanctions les transactions suivantes par des IFE (les sanctions indiquées à la présente section (c) incluent notamment l'imposition de restrictions sur l'ouverture ou le maintien aux États-Unis de comptes de correspondants ou de comptes de transit :

Section II : Présentation générale des activités et transactions liées à l'Iran passibles de sanctions– suite

Pour information seulement

- Réaliser ou faciliter des transactions financières importantes¹² au nom de tout sujet iranien figurant sur la liste SDN ou de toute autre personne figurant sur la liste SDN et bloquée en vertu des dispositions du décret E.O. 13599 ou de la section 2(a)(i) du décret E.O. 13645, à l'exception de certaines institutions iraniennes de dépôt (*section 1247 de l'IFCA ; section 3 du décret E.O. 13645*)
- Faciliter les efforts déployés par le GOI en vue d'acquérir ou de développer des armes de destruction massive (ADM) ou leurs vecteurs, de fournir un soutien à des organisations terroristes étrangères (OTE) ou des organismes appuyant des actes de terrorisme international ; procéder à des opérations de blanchiment d'argent en vue d'exécuter de telles activités ; ou faciliter les efforts de la BCI ou de toute autre institution financière iranienne d'exécuter de telles activités (*section 104 de la CISADA telle qu'amendée*)
- Faciliter les activités de personnes et entités sous le coup de sanctions financières en vertu d'une résolution de l'UNSCR relative à l'Iran, ou d'une personne ou entité agissant au nom d'une personne ou entité désignée au titre de ces sanctions, à la direction d'une telle personne ou entité appartenant ou contrôlée par une telle personne ou entité ; procéder à des opérations de blanchiment d'argent en vue d'exécuter de telles activités ; ou faciliter les efforts de la BCI ou de toute autre institution financière iranienne d'exécuter de telles activités (*section 104 de la CISADA telle qu'amendée*)
- Faciliter des transactions importantes ou fournir des services financiers substantiels au CGRI ou à l'un quelconque de ses agents ou affiliés dont les avoirs et la participation à des avoirs sont bloqués conformément aux dispositions de l'IEEPA (*section 104 de la CISADA telle qu'amendée*)

¹² Pour déterminer si une transaction est « importante », les États-Unis pourront prendre en considération : (1) la taille, le nombre, la fréquence et la nature de la ou des transaction(s) ; (2) le degré de connaissance de la/des transaction(s) par la direction et le fait que la/les transaction(s) fasse(nt) ou non partie d'un schéma de comportement ; (3) le lien entre l'(les) institution(s) financière(s) étrangère(s) impliquée(s) dans la (les) transaction(s) et certains individus et entités bloqués ; (4) le fait que la/les transaction(s) englobent des pratiques trompeuses ; et (5) d'autres facteurs jugés au cas par cas comme étant pertinents. Voir les règles applicables aux sanctions financières concernant l'Iran (Iranian Financial Sanctions Regulations), 31 C.F.R. § 561.404.

Section II : Présentation générale des activités et transactions liées à l'Iran passibles de sanctions– suite

Pour information seulement

- Faciliter des transactions importantes ou fournir des services financiers substantiels aux personnes dont les avoirs et la participation à des avoirs ont été bloqués en rapport avec la prolifération par l'Iran d'ADM ou des vecteurs d'ADM, ou du soutien iranien au terrorisme international (*section 104 de la CISADA telle qu'amendée*)
- Réaliser ou faciliter toute transaction financière importante :
 - Avec la BCI ou des institutions financières iraniennes désignées (*section 1245 de la NDAA 2012*)
 - Avec la NIOC ou la NICO (*section 1 du décret E.O. 13622 ; section 104 de la CISADA telle qu'amendée*)
 - Aux fins de l'achat, de l'acquisition, de la vente, du transport ou de la commercialisation de pétrole ou de produits pétroliers iraniens (*section 1 du décret E.O. 13622, telle qu'amendée par les décrets E.O. 13628 et E.O. 13645*)
 - Aux fins de l'achat, de l'acquisition, de la vente, du transport ou de la commercialisation de produits pétrochimiques iraniens (*section 1 du décret E.O. 13622, telle qu'amendée par les décrets E.O. 13628 et E.O. 13645*)
 - Aux fins de la vente, la fourniture ou le transfert, de manière directe ou indirecte, à l'Iran ou de l'Iran, de certains matériaux (par ex., les métaux précieux, le graphite, les métaux bruts ou semi-finis tels l'aluminium et l'acier, le charbon, ou les logiciels d'intégration des processus industriels) s'il est établi que ces matériaux :
 - Seront inscrits sur la liste de actifs du GOI pour inclusion au bilan national de l'Iran (*section 1245(c) de l'IFCA*)
 - Seront utilisés par l'Iran dans le cadre d'opérations de troc, de troc financier, ou de toute autre opération d'échange ou transaction (*section 1245(c) de l'IFCA*)
 - Seront vendus, fournis ou transférés à ou par un ressortissant ou une entité iranien inscrit sur la liste SDN (à

Section II : Présentation générale des activités et transactions liées à l’Iran passibles de sanctions– suite

Pour information seulement

l’exception de certaines institutions financières iraniennes)
(*section 1245(c) de l’IFCA*)

- Seront utilisés en connexion avec les secteurs iraniens de l’énergie, du transport maritime ou de la construction navale
(*section 1245(c) de l’IFCA*)
- Seront utilisés en connexion avec l’un quelconque des secteurs de l’économie iranienne dont il est établi qu’il relève du contrôle direct ou indirect du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) ; ou en connexion avec les programmes nucléaires, militaires ou de missiles balistiques de l’Iran (*section 1245(c) de l’IFCA*)
- Aux fins de la vente, de la fourniture ou du transfert à l’Iran ou en provenance de l’Iran de biens ou services substantiels utilisés en connexion avec les secteurs iraniens de l’énergie, du transport maritime ou de la construction navale (*section 1244(d) de l’IFCA*)
- Aux fins de la vente, de la fourniture ou du transfert à l’Iran de biens ou services substantiels utilisés en connexion avec le secteur automobile iranien (*section 3 du décret E.O. 13645*)
- Liée à l’acquisition ou à la vente de rials iraniens ou d’un contrat sur instrument dérivé, swap, contrat à terme standardisé ou de gré à gré, ou autre contrat similaire dont la valeur est fondée sur le taux de change du rial iranien (*section 1 du décret E.O. 13645 ; prévoit également des sanctions bloquantes*)
- Maintenir suffisamment de fonds ou de comptes en dehors de l’Iran libellés en rials iraniens (*section 1 du décret E.O. 13645 ; prévoit également des sanctions bloquantes*)
- Fournir de manière directe des services spécialisés de messages financiers, ou permettre ou faciliter l’accès direct ou indirect à des services spécialisés de messages financiers, à la BCI ou à une institution financière dont les avoirs ou la participation à des avoirs sont bloqués en raison du soutien fourni par l’Iran au terrorisme international ou de la prolifération par l’Iran

Section II : Présentation générale des activités et transactions liées à l'Iran passibles de sanctions– suite

Pour information seulement

des ADM ou des vecteurs de ces dernières (*section 220 de la TRA ; prévoit également des sanctions bloquantes*).

d. Prolifération

Aux termes de la législation des États-Unis, sont également passibles de sanctions :

- Les ressortissants ou entités étrangers dont il est déterminé qu'ils ont participé ou tenté de participer à des activités ou à des transactions ayant contribué de manière substantielle, ou qu'ils posent un risque de contribution substantielle, à la prolifération des armes de destruction massive ou de leurs vecteurs, y compris tout effort de fabrication, d'acquisition, de possession, de développement, de transport, de transfert ou d'emploi par toute personne ou pays étranger source de préoccupation en matière de prolifération. (*décret E.O. 13382 ; sanctions bloquantes*)
- Les personnes et entités dont il est déterminé qu'elles ont fourni, ou tenté de fournir, un soutien financier, matériel, technologique ou d'une autre nature, ou des biens ou services à l'appui d'une personne ou d'une entité dont les avoirs et la participation à des avoirs sont bloqués conformément aux dispositions du décret E.O. 13382 (*décret E.O. 13382 ; sanctions bloquantes*)
- Les personnes et entités dont il est déterminé qu'elles sont détenues ou contrôlées par une personne ou une entité dont les avoirs et la participation à des avoirs sont bloqués conformément aux dispositions du décret E.O. 13382, ou agissant ou prétendant agir pour le compte ou au nom d'une telle personne ou entité (*décret E.O. 13382 ; sanctions bloquantes*)
- Le transfert ou l'acquisition à l'Iran (ainsi qu'à la Corée du Nord et à la Syrie) d'équipement et de technologie contrôlés par les régimes multilatéraux de non-prolifération ou susceptibles de contribuer de manière substantielle au développement d'armes de destruction massive ou de systèmes de missiles de croisière ou de missiles balistiques (*Loi sur la non-prolifération en Iran, en Corée du Nord et en Syrie – Iran, North Korean and Syria Nonproliferation Act - INKSNA*) ; *sanctions multiples*)
- L'exportation, le transfert, l'autorisation, ou la facilitation de toute autre manière du transbordement de tous biens, services, technologies ou autres

Section II : Présentation générale des activités et transactions liées à l'Iran passibles de sanctions– suite

Pour information seulement

articles en sachant ou en ayant des raisons de savoir que ces transactions déboucheront probablement sur la fourniture à l'Iran par une autre personne ou entité de ces biens, de ces services, de cette technologie ou de tout autre article susceptibles de contribuer de manière substantielle à la capacité d'acquisition ou de développement par l'Iran d'armes chimiques, biologiques ou nucléaires ou de toute technologie connexe, or d'acquisition ou de développement d'armes classiques perfectionnées en quantités ou de types déstabilisants (*section 5(b)(1) de la loi ISA, telle qu'amendée par la section 203 de la TRA ; sanctions de l'ISA*)

- La vente, la fourniture ou le transfert, de manière directe ou indirecte, à l'Iran ou de l'Iran, de certains matériaux (par ex., le graphite, les métaux bruts ou semi-finis tels l'aluminium et l'acier, le charbon, ou les logiciels d'intégration des processus industriels) pour utilisation en rapport avec l'un quelconque des secteurs de l'économie iranienne dont il est établi qu'il est sous le contrôle direct ou indirect du CGRI ; ou dont il est déterminé qu'ils seront utilisés dans le contexte des programmes nucléaires, militaires ou de missiles balistiques de l'Iran (*section 1245(a) de l'IFCA ; sanctions de l'ISA*)
- Les personnes dont il est établi qu'elles sont des représentants officiels, des agents ou des membres du CGRI (*section 301(a) de la TRA ; sanctions bloquantes et interdiction de visa*)
- Le soutien ou le parrainage important, ou la fourniture d'un soutien financier, matériel ou technologique ou de biens ou services à l'appui du CGRI ou de l'un quelconque de ses représentants officiels, agents ou membres bloqués conformément aux dispositions de l'IEEPA (*section 302(a) de la TRA ; sanctions de l'ISA et éventuellement sanctions bloquantes*)
- La participation à une co-entreprise liée à l'extraction, la production ou le transport de l'uranium qui est soit (1) établie à compter du 2 février 2012, et qui fait partie du GOI, qui est une entité iranienne ou une entité qui relève de la juridiction de l'Iran, ou une personne ou une entité agissant au nom du GOI ou d'une entité iranienne ou une entité relevant de la juridiction de l'Iran, ou appartenant au GOI, à une entité iranienne ou à une entité relevant de la juridiction de l'Iran ou contrôlé par le GOI, une entité iranienne ou relevant de la juridiction de l'Iran ; soit (2) établie avant le 2 février 2012, avec l'un quelconque des individus ou entités décrits au (1), et par

Section II : Présentation générale des activités et transactions liées à l'Iran passibles de sanctions– suite

Pour information seulement

l'entremise de qui l'uranium est transféré à l'Iran, directement ou par le biais d'un pays tiers, le GOI perçoit des recettes conséquentes, ou l'Iran pourrait obtenir des connaissances technologiques ou de l'équipement non disponible auparavant en Iran et susceptible de contribuer de manière substantielle à la capacité de l'Iran de développer des armes nucléaires ou des technologies connexes (*section 5(b)(2) de l'ISA, telle qu'amendée par la section 203 de la TRA ; sanctions de l'ISA*)

- La vente, le leasing, ou la fourniture d'un navire ou de tout autre service de d'expédition pour le transport de biens en provenance ou à destination de l'Iran susceptibles de contribuer de manière substantielle aux activités du GOI dans le contexte de la prolifération des armes de destruction massive ou du soutien à des actes de terrorisme international, y incluses les entités appartenant à de tels individus ou entités ou contrôlées par ces derniers, les individus ou les entités qui possèdent ou contrôlent une personne ou à une entité sous le coup de sanctions, et les entités remplaçantes (*section 211 de la TRA ; sanctions bloquantes | décret E.O. 13382 ; sanctions bloquantes | décret E.O. 13224 ; sanctions bloquantes*)

Outre les sanctions indiquées dans la présente section (d), il existe également des sanctions applicables aux institutions financières étrangères (IFE) menant à bien ou facilitant certaines transactions financières impliquant des activités, des individus ou des entités mentionnés à la présente section (d), conformément aux indications plus détaillées figurant à la section II.2(c) ci-dessus.

e. Terrorisme

De manière générale, la législation des États-Unis rend passibles de sanctions les individus ou les entités :

- Qui sont des ressortissants ou des entités étrangers ayant commis, ou posant un risque sérieux de commettre, des actes de terrorisme menaçant la sécurité de ressortissants des États-Unis ou la sécurité nationale, la politique étrangère ou l'économie des États-Unis (*décret E.O. 13224 ; sanctions bloquantes*)

Section II : Présentation générale des activités et transactions liées à l'Iran passibles de sanctions– suite

Pour information seulement

- Détenus ou contrôlés par des personnes relevant du décret E.O. 13224, ou agissant au nom de ces personnes ou entités ou pour leur compte (*décret E.O. 13224 ; sanctions bloquantes*)
- Aidant, parrainant ou fournissant un soutien financier, matériel ou technologique, ou des services financiers ou d'autres services aux actes de terrorisme précités, aux personnes ou entités relevant du décret E.O. 13224 ou autrement associées à des personnes ou entités relevant dudit décret, ou à l'appui de ces personnes ou entités (*décret E.O. 13224 ; sanctions bloquantes*)

f. Contournement des sanctions

Au titre de la législation des États-Unis, est passible de sanctions tout ressortissant ou entité étranger dont il est déterminé qu'il participe à des activités violant, tentant de violer ou complotant de violer les sanctions imposées par les États-Unis concernant l'Iran, ou causant une violation de ces sanctions, ou facilitant des transactions trompeuses pour le compte de ou au nom de personnes sous le coup de sanctions imposées par les États-Unis concernant l'Iran. Les pénalités prévoient l'imposition de certaines restrictions sur la participation à des transactions avec des individus et des entités relevant de la compétence juridique des États-Unis. (*section 1 du décret E.O. 13608*)

Section III : Sanctions pouvant et/ou devant être imposées en cas de conduite punissable

Pour information seulement

SANCTIONS APPLICABLES AUX COMPTES DE CORRESPONDANTS et AUX COMPTES DE TRANSIT

Interdictions ou imposition de conditions rigoureuses à l'ouverture ou au maintien de comptes de correspondants ou de comptes de transit aux États-Unis.

SANCTIONS BLOQUANTES

En général, les sanctions bloquantes exigent le blocage des avoirs et des participations à des avoirs se trouvant aux États-Unis, venant aux États-Unis, ou devenant la possession ou tombant sous le contrôle de personnes ou entités des États-Unis, et l'interdiction des transactions portant sur ceux-ci.

INTERDICTION DE VISA

La personne sous le coup de sanctions ne peut obtenir de visa pour pénétrer aux États-Unis, sauf en cas de dérogation ou de besoin associé à l'exécution d'obligations internationales des États-Unis.

SANCTIONS DE L'ISA

Dans les cas où s'appliquent des sanctions de l'ISA, au moins cinq des douze sanctions possibles stipulées par l'ISA, telle qu'amendée, sont imposées. Les sanctions et pénalités spécifiques à imposer sont déterminées au cas par cas, en fonction des caractéristiques spécifiques de chaque situation ainsi que des obligations statutaires correspondantes. Les douze sanctions en question interdisent :

1. Une assistance à l'exportation par l'Eximbank des États-Unis ;¹³
2. L'octroi de licences spécifiques d'exportation de biens ou de technologies militaires, « à applications bivalentes »,¹⁴ ou d'ordre nucléaire en provenance des États-Unis ;
3. Les prêts de plus de 10 millions de dollars É.-U. par des banques américaines sur toute période de 12 mois ;
4. Si la personne ou l'entité sous le coup de sanctions est une institution financière, sa désignation en tant que courtier principal d'instruments de dette du gouvernement des États-Unis ou service de dépositaire pour des fonds du gouvernement des États-Unis ;
5. Les marchés avec le gouvernement des États-Unis ;
6. Les transactions en devises relevant de la compétence des États-Unis ;
7. Les transactions financières relevant de la compétence des États-Unis ;

¹³ Assistance fournie par l'Eximbank : garanties, assurances, et octroi de crédit.

¹⁴ Technologies ayant des applications civiles et militaires.

Pour information seulement

8. Les transactions portant sur des avoirs ou des participations dans des avoirs relevant de la compétence des États-Unis ;¹⁵
9. Les importations aux États-Unis par des personnes ou entités frappées de sanctions ;¹⁶
10. L'interdiction des prises de participation au capital ou de placement par emprunt auprès de la personne ou de l'entité frappée de sanctions ;
11. L'exclusion (interdiction de visa) des dirigeants d'entités sous le coup de sanctions ; ou
12. L'imposition de sanctions (susmentionnées) sur les principaux dirigeants des entités sous le coup de sanctions.

¹⁵ Portion concernant l'interdiction des importations ne faisant pas l'objet des sanctions au titre de l'IFCA.

¹⁶ Interdiction des importations ne faisant pas l'objet des sanctions au titre de l'IFCA.

Section IV : Statuts, décrets (E.O.) et règlements pertinents concernant les sanctions

Pour information seulement

Statuts

- *International Emergency Economic Powers Act* (Loi sur les pouvoirs économiques en cas d'urgence internationale), telle qu'amendée (IEEPA)
- *Iran Sanctions Act* (Loi sur les sanctions à l'égard de l'Iran) de 1996, telle qu'amendée (ISA)
- *Iran, North Korea, and Syria Nonproliferation Act* (Loi sur la non prolifération en Iran, en Corée du Nord et en Syrie) (INKSNA)
- *Comprehensive Iran Sanctions, Accountability, and Divestment Act* (Loi générale sur la responsabilité, le désengagement et les sanctions contre l'Iran) de 2010, telle qu'amendée (CISADA)
- *National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2012* (Loi de finance relative au budget de défense nationale pour l'exercice 2012), telle qu'amendée (NDAA 2012)
- *Iran Threat Reduction and Syria Human Rights Act* (Loi pour les droits de l'homme en Syrie et la réduction de la menace iranienne) de 2012 (TRA)
- *Iran Freedom and Counter-Proliferation Act* (Loi sur la liberté de l'Iran et la non-prolifération) de 2012 (IFCA) – une section de la Loi de finance relative au budget de défense nationale pour l'exercice 2013

Décrets

- Décret E.O. 12938 – “*Proliferation of Weapons of Mass Destruction*” (Prolifération des armes de destruction massive), 14 novembre 1994
- Décret E.O. 13224 – “*Blocking Property and Prohibiting Transactions With Persons Who Commit, Threaten To Commit, or Support Terrorism*” (Blocage des avoirs des personnes et entités commettant, menaçant de commettre ou appuyant des actes de terrorisme et interdiction des transactions avec ces personnes et entités), 23 septembre 2001

Section IV : Statuts, décrets (E.O.) et règlements pertinents concernant les sanctions– suite

Pour information seulement

- Décret E.O. 13382 – “*Blocking Property of Weapons of Mass Destruction Proliferators and Their Supporters*” (Blocage des avoirs des proliférateurs des armes de destruction massive et de leurs partisans), 28 juin 2005
- Décret E.O. 13553 – “*Blocking Property of Certain Persons With Respect to Serious Human Rights Abuses by the Gouvernement of Iran and Taking Certain Other Actions*” (Blocage des avoirs de certaines personnes en rapport avec des violations graves des droits de l’homme par le gouvernement iranien et prise de certaines autres mesures), 28 septembre 2010
- Décret E.O. 13590 – “*Authorizing the Imposition of Certain Sanctions With Respect to the Provision of Goods, Services, Technology, or Support for Iran’s Energy and Petrochemical Sectors*” (Autorisation de l’imposition de certaines sanctions liées à la fourniture de biens, de services, de technologie ou de soutien aux secteurs iraniens pétrochimique et de l’énergie), 21 novembre 2011
- Décret E.O. 13599 – “*Blocking Property of the Gouvernement of Iran and Iranian Financial Institutions*” (Blocage des avoirs du gouvernement de l’Iran et des institutions financières iraniennes), 5 février 2012
- Décret E.O. 13606 – “*Blocking the Property and Suspending Entry Into the United States of Certain Persons With Respect to Grave Human Rights Abuses by the Governments of Iran and Syria via Information Technology*” (Blocage des biens et suspension de l’accès aux États-Unis de certaines personnes en rapport avec des violations graves des droits de l’homme par les gouvernements iranien et syrien par le biais de la technologie de l’information), 22 avril 2012
- Décret E.O. 13608 – “*Prohibiting Certain Transactions With and Suspending Entry Into the United States of Foreign Sanctions Evaders With Respect to Iran and Syria*” (Interdiction de certaines transactions avec des personnes ayant échappé aux sanctions étrangères en rapport avec l’Iran et la Syrie, et suspension de l’accès desdites personnes aux États-Unis), 1^{er} mai 2012

Section IV : Statuts, décrets (E.O.) et règlements pertinents concernant les sanctions– suite

Pour information seulement

- Décret E.O. 13622 – “*Authorizing Additional Sanctions With Respect to Iran*” (Autorisation de l’imposition de sanctions supplémentaires à l’égard de l’Iran), 30 juillet 2012
- Décret E.O. 13628 – “*Authorizing the Implementation of Certain Sanctions Set Forth in the Iran Threat Reduction and Syria Human Rights Act of 2012 and Additional Sanctions With Respect to Iran*” (Autorisation de l’imposition de certaines sanctions énoncées dans la Loi pour les droits de l’homme en Syrie et la réduction de la menace iranienne de 2012 et de sanctions supplémentaires à l’égard de l’Iran), 9 octobre 2012
- Décret E.O. 13645 – “*Authorizing the Implementation of Certain Sanctions Set Forth in the Iran Freedom and Counter-Proliferation Act of 2012 and Additional Sanctions With Respect to Iran*” (Autorisation de l’imposition de certaines sanctions énoncées dans la Loi sur la liberté de l’Iran et la non-prolifération de 2012 de sanctions supplémentaires à l’égard de l’Iran), 3 juin 2013

Pour de plus amples informations sur les règlements du département du Trésor, veuillez consulter les sites suivants :

- Règlements applicables aux transactions avec l’Iran et aux sanctions y afférentes (*Iranian Transactions and Sanctions Regulations*), 31 CFR Partie 560 :
(http://www.ecfr.gov/cgi-bin/text-idx?c=ecfr&SID=3c9c10a873c95ccef557a73b539c58be&tpl=/ecfrbrowse/Title31/31cfr560_main_02.tpl)
- Règlements applicables aux sanctions financières contre l’Iran (*Iranian Financial Sanctions Regulations*), 31 CFR Partie 561
(http://www.ecfr.gov/cgi-bin/text-idx?c=ecfr&SID=3c9c10a873c95ccef557a73b539c58be&tpl=/ecfrbrowse/Title31/31cfr561_main_02.tpl)
- Règlements applicables aux sanctions imposées à l’Iran pour violations des droits de l’homme (*Iranian Human Rights Abuses Sanctions Regulations*), 31 CFR Partie 562
(http://www.ecfr.gov/cgi-bin/text-idx?c=ecfr&SID=3c9c10a873c95ccef557a73b539c58be&tpl=/ecfrbrowse/Title31/31cfr562_main_02.tpl)

Section V : Liste des sigles

Pour information seulement

ADM	Armes de destruction massive
BCI	Banque centrale de l’Iran
CFR	Code of Federal Regulations
CGRI	Corps des gardiens de la révolution islamique
CISADA	<i>Comprehensive Iran Sanctions, Accountability, and Divestment Act</i> (Loi générale sur la responsabilité, le désengagement et les sanctions contre l’Iran) de 2010
E.O.	Décret
FTO	Organisation terroriste étrangère
GOI	Gouvernement iranien
IEEPA	<i>International Emergency Economic Powers Act</i> (Loi sur les pouvoirs économiques en cas d’urgence internationale)
IFCA	<i>Iran Freedom and Counterproliferation Act</i> (Loi sur la liberté de l’Iran et la non-prolifération) de 2012
IFE	Institution financière étrangère
INKSNA	<i>Iran, North Korea, and Syria Nonproliferation Act</i> (Loi sur la non prolifération en Iran, en Corée du Nord et en Syrie)
IRISL	Compagnie de transport maritime de la République islamique d’Iran
ISA	<i>Iran Sanctions Act</i> (Loi sur les sanctions à l’égard de l’Iran) de 1996
NDAA 2012	<i>National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2012</i> (Loi de finances relative au budget de défense nationale pour l’exercice 2012)
NICO	Naftiran Intertrade Company
NIOC	Compagnie pétrolière iranienne nationale
NITC	Société nationale iranienne de transport de pétrole
SDN List	<i>Specially Designated Nationals and Blocked Persons List</i> (Liste des ressortissants nationaux spécialement désignés et des personnes et entités bloquées – Liste d’exclusion et d’interdiction d’accès)
TRA	<i>Iran Threat Reduction and Syria Human Rights Act</i> (Loi pour les droits de l’homme en Syrie et la réduction de la menace iranienne) de 2012
UNSCR	Résolution du Conseil de sécurité de l’ONU

Section IV : Statuts, décrets (E.O.) et règlements pertinents concernant les sanctions– suite

Pour information seulement

USG Gouvernement des États-Unis